

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 21 septembre 2020

« Nous battre »... contre les patrons et le gouvernement !

Alors que le gouvernement promettait 100 milliards d'euros supplémentaires au patronat avec un « plan de relance » censé redresser l'économie, les suppressions de postes se multiplient. La direction de Bridgestone a annoncé la fermeture de l'usine de Béthune, laissant près de 900 salariés sur le carreau. Un patron de plus qui condamne des centaines de familles à la galère et au chômage. Dans la droite ligne de la politique de Macron et Castex.

L'avalanche des suppressions de postes

Bridgestone s'ajoute à la longue liste des grands groupes qui suppriment des postes par milliers : Renault, Airbus, Air France, General Electric, Cargill, Alinea, Auchan, Nokia... et des centaines d'autres entreprises sous-traitantes.

À chaque fois, le même scénario. Ce sont d'abord les intérimaires, les prestataires et tous les autres salariés précaires qui sont mis à la porte. Arrive ensuite la deuxième vague, celle des licenciements, facilités par divers artifices juridiques grâce auxquels les patrons évitent souvent le déclenchement d'un (mal nommé) « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Car ces PSE nécessitent quelques magouilles pour « justifier » les licenciements par les prétendues difficultés économiques de l'entreprise.

La crise sanitaire est le prétexte invoqué par ces grands groupes pour mener des restructurations massives. Certes le confinement a impacté l'activité. Mais les plans d'économie de Renault, d'Auchan ou de Nokia (le quatrième en cinq ans !) étaient prévus bien avant. Si l'année 2020 sera moins faste en profits, ces groupes ont versé des milliards de dividendes aux actionnaires ces dernières années. On est loin des difficultés des petits patrons (qui subissent d'ailleurs la pression des grandes entreprises).

Une thérapie de choc soutenue par le gouvernement

« Brutalité », « trahison »..., la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune a été critiquée par les politiciens de tous bords. Même Macron et Le Maire parlent de « se battre » contre les suppressions d'emplois. Mais cette restructuration généralisée menée par le patronat est orchestrée par le gouvernement. Toute sa politique vise à faciliter les manœuvres patronales. Comme ce décret de mai 2020 qui permet à des patrons de déclarer leur entreprise en

faillite, puis de la racheter... sans les salariés. C'est ce que vient de faire le groupe d'ameublement Alinea, dont les « pauvres » actionnaires (la famille Mulliez, sixième fortune de France), mettent ainsi à la porte 1000 personnes. Chez Derichebourg Aeronautics, c'est un Accord de performance collective (créé par les « ordonnances Macron » en 2017) amputant les salaires jusqu'à 400 € qui a été imposé par la direction. Grâce à ce dispositif, les employés qui refusaient ce chantage à l'emploi ont été automatiquement licenciés.

La bourse ou la vie. Accepter les reculs ou finir au chômage.

Dialogue social, négociation locale... ou riposte générale !

Face à cette offensive générale du patronat, les syndicats jouent le jeu du dialogue social site par site : à Bridgestone, ils ont signé avec la direction un « accord de méthode » sous l'égide du gouvernement pour discuter pendant cinq mois (!)... de la meilleure manière de fermer l'usine !

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces négociations étalées dans le temps et cloisonnées dans chaque entreprise. Elles ne peuvent que déboucher sur des reculs. Ce sont les salariés qui feront les frais des plans de compétitivité prétendument « négociés », mais voulus par les patrons.

Ce ne sont pas des subventions supplémentaires, ni des projets industriels alternatifs qui permettront le maintien des emplois et des salaires. C'est une riposte commune des travailleurs qui stoppera l'offensive. Pour cela, il faut que les salariés de différentes entreprises se coordonnent et se mobilisent ensemble.

Des initiatives commencent à se mettre en place, comme dans l'aéronautique, où des salariés syndiqués et non syndiqués de plusieurs entreprises de la région toulousaine s'organisent pour résister ensemble aux attaques patronales, qui, elles, sont bien coordonnées. Un exemple à reproduire et à étendre !

Sans nous, pas de Pack !

Mercredi dernier, au B3 Pack Batterie, 4 salariés ont débrayé pendant 1 heure 40, ça a suffi pour arrêter la chaîne. Ils revendiquaient la reconnaissance de leur statut d'ouvrier professionnel, une amélioration des conditions de travail et sécurité, ainsi qu'une prime de risque. En effet, la zone est dangereuse : en 10 jours, les pompiers ont dû évacuer 4 fois le secteur à cause des risques électriques, chimiques et d'explosion. Suite au débrayage, la direction a paniqué car elle a déjà trop de retard dans la production. Maintenons la pression en redébrayant !

Un fauteuil pour deux (surcharge pour tous)

Mardi dernier, la direction du Montage a annoncé la vente de l'activité du Recadencement (bords de lignes, préparation pour le Montage : Garniture Pavillon, ressort arrière, etc.) à une entreprise sous-traitante d'insertion de travailleurs handicapés. Autour de quinze de postes seront supprimés. Que va-t-elle faire des travailleurs PSA, handicapés par sa faute, qui ont eu toutes les peines à obtenir des postes aménagés dans ce secteur ? Quel sera le prochain ? Le Kitting, la Logistique ?

Il n'y a pas de sureffectif à PSA. Il y a du travail pour tous dans cette usine, à des postes acceptables et à plus forte raison aménagés !

Halte à la flexibilité

Jeudi dernier, la direction a décidé d'augmenter de 45 minutes les horaires du montage (7h05-13h10) cette semaine. Les difficultés de transport engendrés par ce changement 4 jours à l'avance, la direction s'en fiche. Elle fait ce qui lui passe par la tête. S'il y a du retard au démarrage, ce sera sa faute.

Injonctions contradictoires

Pour la plus grande partie de l'usine, le vendredi 18 a été chômé comme le sera le 25 septembre et la semaine 42. Par contre des chefs commencent déjà à évoquer la production de l'Opel en semaine 53... En ce mois de septembre, certains salariés travaillent environ 20 heures par semaine sur 4 jours, d'autres 42 heures en 6 jours. En même temps, tout un cinéma est fait pour expliquer qu'il faut supprimer des dizaines de postes avec la fin de la 208.

Lisser la production sur plusieurs semaines, répartir le travail entre tous ce serait possible, ce n'est pas l'intérêt de la direction mais c'est le nôtre.

Une direction bipolaire

La direction annonce des plannings différents 2 fois par semaine, envoie régulièrement des mails récapitulatifs des calendriers, puis quelques minutes après des mails de correction des calendriers... Un de ses syndicats béni-oui-oui s'est planté et a sorti un

tract avec un planning totalement périmé. Plus personne ne comprend rien à ce qui se passe chez les dirigeants.

Faut pas écouter les PDG...

Le directeur de la Peinture a été testé positif à la Covid. N'a-t-il pas respecté le protocole PSA (celui qui permet à PSA de se sentir responsable de rien et d'accuser les ouvriers) ? A-t-il été contaminé en suivant les conseils du PDG Tavares face autres constructeurs automobiles : « nous devons aller manger dans la gamelle des autres » ?

Une semaine après il est revenu travailler. Il aurait pu rester chez lui... ça n'aurait dérangé personne.

Dérèglement climatique et psychique

À la Peinture, sur la ligne des Cordons, exposée avec de larges vitres plein soleil, on crève de chaud l'après-midi. Et autour de 5 h du matin, on est frigorifié pour s'habiller dans un vestiaire qui a des portes grandes ouvertes vers l'extérieur. L'après-midi, ouvrir des trappes au plafond, fermer les stores, ouvrir les portes pour faire circuler l'air (c'est utile aussi contre la Covid)... ça devrait être du bon sens, et le matin fermer le vestiaire pendant les 40 minutes où on se change aussi. Mais le bon sens c'est compliqué dans la tête de certains grands chefs.

Mariage d'intérêt contre nous

Les dirigeants de PSA et Fiat se sont mis d'accord pour les cadeaux du mariage des 2 groupes : l'équivalent de 4,26 milliards d'euros sera donné aux actionnaires de Fiat et 1,36 milliards pour les actionnaires de PSA. Selon la presse, le groupe PSA-Fiat aura ensemble 11,5 milliards de réserve de liquidité...

Les actionnaires s'entendent pour se partager les richesses que les ouvriers créent en travaillant. Si on ne veut pas se faire tondre, nous les ouvriers d'Opel, Fiat, Vauxhall et PSA, nous devrions lutter ensemble contre nos patrons.

Xavier Bertrand : qui veut gagner des millions ?

Suite à l'annonce de la fermeture de Bridgestone de Béthune, Xavier Bertrand, président de la Région crie au scandale. Lui qui a versé de l'argent public sans contrepartie à cette entreprise propose maintenant comme reclassement aux salariés de venir travailler dans la future usine PSA-Total de batteries à Douvrin à 20 km de Béthune. Une usine qui sera construite là aussi avec de l'argent public : 1,3 milliards des États allemands et français, 80 millions de la Région...

Xavier Bertrand promet 2 000 emplois (ça n'engage que lui), se prend pour le patron de PSA Total, mais oublie de dire que cette nouvelle usine signifie le déclin, voire la fermeture de l'usine moteur thermiques de PSA Douvrin de 1 600 salariés.